

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs, Chères lectrices, Chers lecteurs
Voici la nouvelle lettre qui regroupe l'activité de septembre et octobre 2019.

Nous vous informons que nos appels à contribution pour les demi-journées de 2020, organisées dans le cadre du colloque annuel de la SFDI, sont en ligne. Nous espérons vous voir nombreux à y répondre.

En vous souhaitant une bonne lecture,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

NOUVELLES EN VRAC...	2
APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...	3
DEMI-JOURNEES DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI 2020	3
APPEL A CONTRIBUTION: L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET LA GUERRE	3
APPEL A CONTRIBUTION: L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE : LES ENJEUX POUR L'INVESTISSEMENT (PUBLIC, PRIVE, REGIONAL, INTERNATIONAL)	6
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	9
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	9
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS	9
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME	14
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME	15
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES	19
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	21
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES	21
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	22
COMITES DU CONSEIL DE SECURITE DES NU RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME	23
COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES	23
COMITE 1540 (ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE)	23
COMITE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS	23
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL	24
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE	24
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE	25
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE	33

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ **Le 15 novembre 2019**, le Centre Maurice Hauriou (Université Paris Descartes) et le Centre de Théorie et Analyse du Droit (CNRS-ENS et Université Paris Nanterre) organisent la 6ème journée de droit international de l'ENS et de Paris Descartes : ***Un droit international français ? Pratiques françaises du droit international.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Le 15 novembre 2019**, l'IRENEE (Université de Lorraine) organise une journée d'études sur le thème : ***La coopération loyale dans le droit des relations extérieures de l'Union Européenne.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Le vendredi 22 novembre 2019**, l'Université Paris 8, avec la FMSH, ENS Rennes et le CRDP DS, organisent un colloque sur le thème : « ***Juridifier l'Anthropocène*** ». [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Les 28 et 29 novembre 2019**, le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC) et l'Institut Louis Favoreu (ILF-GERJC) organisent un colloque sur le thème : ***DROIT, RÉVOLUTIONS ET TRANSITIONS. 1959-2019 : CUBA, SOIXANTE ANS DE RÉVOLUTION FACE À LA MONDIALISATION.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Le 29 novembre 2019**, L'Université du Maine organise, sous la direction scientifique de Sarah Cassella et Valérie Lasserre, un colloque sur le thème : ***Les approches de la précaution comme outil de gouvernance : contribution au droit de l'innovation.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Les 5 et 6 décembre 2019**, le Centre d'Etudes sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes (CESICE) et le Centre de Recherches Juridiques (CRJ) organisent un colloque à l'occasion des 60 du Traité sur l'Antarctique sur le thème : ***Les apports du système du Traité de l'Antarctique au droit international.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Les 5 et 6 décembre 2019**, l'Institut Louis Favoreu (ILF-GERJC) organise un colloque sur le thème : ***Les partis politiques dans les pays d'Europe centrale et orientale : entre droit, politique et culture.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ **Le 9 décembre 2019**, l'Université Picardie Jules Verne organise un colloque sur le thème : ***La paix par le droit, 100 ans après le traité de Versailles : quelles leçons pour la coopération internationale.*** [Voici le lien pour plus d'informations.](#)

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ L'Université de Sofia lance un appel à contribution en vue de la 4e édition de la **Sofia Legal Science Week** qui aura lieu en Mars 2020 sur le thème **Law and Revolution**. Les propositions sont à adresser au plus tard le **15 novembre 2019**. [Voici le lien pour plus d'information](#).
- ❖ L'Université de Cordoba (Espagne) et le Spanish Association of International Law and International Relations Professors (AEPDIRI) lancent un appel à contribution en vue d'une conférence qui se tiendra le 16 et 17 avril 2020 dans le cadre du *EUGLOBAL project (Jean Monnet Project Globalizing the Union's Debate: Internal and External Leadership in an Era of Challenges)*. Cet appel porte sur le thème : **The EU's contribution to the protection of biological resources in marine areas of international interest**. Les propositions de contribution sont à envoyer avant le **8 décembre 2019**. [Ici le lien pour plus de détails](#)

DEMI-JOURNEES DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI 2020

APPEL A CONTRIBUTION: L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET LA GUERRE

Dans le cadre de l'organisation du colloque annuel de la SFDI 2020, qui aura pour thème

« **L'espace extra-atmosphérique et le droit international** »

et se tiendra à l'Université Toulouse 1 Capitole les 28-29 mai 2020,

le Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI organise cette année deux demi-journées, ouvertes aux jeunes chercheurs, pour venir échanger et débattre sous la présidence de deux enseignants de droit international sur des thèmes en lien avec le colloque annuel.

L'une de ces demi-journées sera organisée à l'**Université Paris Nanterre** le **3 avril 2020** par Clémentine Bories et Marina Eudes. Elle aura pour thème :

« **L'espace extra-atmosphérique et la guerre** »

NB : Les organisateurs du colloque annuel de la SFDI se réservent la possibilité de sélectionner l'une des contributions présentées lors de la demi-journée, sur la base de sa qualité et de l'originalité de la réflexion proposée, afin de la publier dans les actes du colloque annuel et éventuellement d'être présentée lors de la séance plénière correspondante.

La durée prévue de chaque intervention lors de la demi-journée est de vingt minutes. Les contributions seront suivies d'un débat avec l'audience.

Présentation :

La demi-journée vise à défricher plusieurs thématiques concernant l'espace extra-atmosphérique en abordant nombre de questions nouvelles, ou renouvelées, du fait du développement de certaines technologies. Il apparaît en effet nécessaire de repenser le droit de la guerre, mais aussi le *jus ad bellum* face à un phénomène de militarisation de l'espace extra-atmosphérique qui apparaît aujourd'hui inévitable. Les grandes puissances militaires, la France en tête, ont ainsi commencé à se doter officiellement d'un commandement militaire en charge de cet espace, possible précurseur de l'apparition d'une quatrième armée aux côtés des forces armées terrestres, maritimes et aériennes. Les questions juridiques que cette évolution soulève sont nombreuses et en partie prospectives, même si certaines avaient déjà été amorcées pendant la Guerre Froide.

L'espace extra-atmosphérique fait d'ores et déjà l'objet de quelques réglementations, en particulier un traité de 1967, ou l'accord de 1979 sur la Lune et les autres corps célestes. En pratique, les États déploient déjà dans cet espace des moyens de renseignement et de communication, dont certains à des fins militaires, et travaillent sur la fabrication d'armes nouvelles, tels que des lasers ou des missiles tirés depuis la Terre, faisant de l'espace une cible potentielle d'attaques. La question de l'applicabilité des règles du *jus ad bellum* et du *jus in bello* à l'espace extra-atmosphérique mérite alors d'être posée, de même que celle de l'attribution des actes internationalement illicites qui pourraient être identifiés à un État dont la responsabilité pourrait être engagée.

Les propositions de contribution pourront d'abord revenir sur les précédents historiques qui interrogent la pertinence dans le domaine spatial des règles encadrant le recours à la force et celles du droit de la guerre. Elles pourront ensuite examiner la question de l'applicabilité de règles initialement pensées pour s'appliquer à des espaces soumis à la gravité, ou à des types d'armements ou d'opérations spécialement conçus pour ce milieu et non prévus par les traités (comme les drones ou les cyberattaques). Pour ne prendre qu'un seul exemple, le *syndrome de Kessler* énonce que la production de débris spatiaux sur les orbites terrestres est susceptible d'entraîner une réaction en chaîne provoquant une hausse exponentielle du nombre de débris, jusqu'au point où toute utilisation de l'espace extra-atmosphérique serait rendue impossible par une probabilité trop importante de collision pour les objets envoyés dans l'Espace. Le sens et la portée des principes classiques de proportionnalité et de distinction méritent d'être interrogés s'agissant d'opérations armées menées dans l'Espace (telle la destruction de satellites par des missiles), puisque l'évaluation des conséquences de telles actions s'annonce infiniment complexe. L'on peut même pousser la réflexion jusqu'à se demander si toute attaque qui créerait des débris spatiaux ne serait pas *de facto* illicite du fait de l'atteinte qu'elle porterait à l'environnement extra-atmosphérique. Il s'agit donc aussi de déterminer plus largement si les normes du *jus ad bellum* et du *jus in bello* restent aujourd'hui suffisantes pour encadrer les diverses modalités d'action des États dans l'espace extra atmosphérique.

NB : Il sera attendu des propositions de contribution finalement retenues qu'elles s'attachent à développer des questions de droit précisément délimitées et qu'elles ne visent pas à traiter des régimes juridiques entiers de manière générale et non spécifique.

Informations pratiques :

Les propositions de contributions sont à envoyer au plus tard le **15 janvier 2020** à l'adresse : jeunes.chercheurs@sfdi.org.

D'une taille de deux pages maximum (Times New Roman, 12, interligne simple), elles doivent obligatoirement être envoyées au format word (.doc ou .docx) et être accompagnées d'un C.V. (la sélection est anonymisée). Les candidats doivent indiquer dans leur C.V. leurs qualités, ainsi que leur Université ou institution de rattachement pour l'année en cours.

Il n'est possible de soumettre qu'une seule proposition pour l'un seulement des différents appels à contributions organisés par le Réseau des jeunes chercheurs en lien avec le colloque annuel de la SFDI 2020. Les propositions en langue anglaise sont acceptées ; mais les candidats sont néanmoins avertis qu'une bonne compréhension orale du français est exigée, l'essentiel des débats devant se dérouler dans cette langue.

L'appel à contributions est limité aux jeunes chercheurs, entendu comme les personnes préparant un doctorat en droit ou dans une autre discipline pertinente au regard du sujet, ainsi que les docteurs ayant soutenu depuis moins de trois ans et n'ayant pas encore obtenu un poste de Professeur ou de maître de conférences.

La sélection des contributions sera effectuée par la présidence de la demi-journée. Les candidats retenus seront informés par mail fin janvier.

Les textes des différentes contributions (hormis celles sélectionnées pour le colloque annuel) pourront faire l'objet d'une publication sur le site internet de la SFDI.

Le Bureau des jeunes chercheurs attire l'attention des candidats potentiels sur le fait qu'aucun financement (déplacement, restauration, hébergement) n'est normalement prévu. Il est donc indispensable que les candidats retenus recherchent un financement auprès de leurs écoles doctorales et centres de recherches spécifiques.

En espérant recevoir de nombreuses propositions de contribution !

**APPEL A CONTRIBUTION: L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE : LES ENJEUX POUR
L'INVESTISSEMENT (PUBLIC, PRIVE, REGIONAL, INTERNATIONAL)**

Dans le cadre de l'organisation du colloque annuel de la SFDI 2020, qui aura pour thème :

« L'espace extra-atmosphérique et le droit international »

et se tiendra à l'Université Toulouse 1 Capitole les 28-29 mai 2020

le Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI organise cette année deux demi-journées ouvertes aux jeunes chercheurs pour venir échanger et débattre sous la présidence de professeurs de droit international sur des thèmes en lien avec le colloque annuel.

L'une de ces demi-journées sera organisée à l'**Université Toulouse 1 Capitole** le **23 mars 2020** et sera présidée par le professeur Lukas Rass Masson (Université Toulouse 1 Capitole) et le professeur Valère Ndior (Université de Bretagne occidentale). Elle aura pour thème :

« L'espace extra-atmosphérique : les enjeux pour l'investissement (public, privé, régional, international) »

À l'issue de cette demi-journée, l'un des participants sera sélectionné par les présidents de la demi-journée pour présenter sa contribution lors du colloque annuel de la SFDI au sein de l'atelier correspondant.

La durée prévue de chaque intervention est de vingt minutes. Elles seront suivies d'un débat avec le public.

Présentation :

Les investissements prenant place dans le milieu extra-atmosphérique connaissent une très forte croissance. Le secteur des télécommunications a pris une importance considérable, de nombreux autres champs de l'économie en étant de plus en plus dépendants. Et si des réalisations comme le tourisme spatial ou le minage d'astres extra-atmosphériques apparaissent encore comme des réalisations lointaines et hypothétiques, elles sont sérieusement discutées et envisagées par les acteurs privés de l'industrie spatiale. En conséquence, les États se sont lancés dans un mouvement d'adaptation de leurs réglementations en vue de réguler ces activités et de tirer les bénéfices des nouvelles opportunités qu'elles ouvrent.

Avec les océans, l'espace extra-atmosphérique se présente ainsi comme une nouvelle frontière pour le droit des investissements, tant sur le plan physique que normatif. En effet, l'Espace n'est pas soumis à la juridiction des États, ce qui implique que la protection et la régulation des investissements qui s'y déploient reposent sur une base juridique autre que leur compétence territoriale. Par ailleurs, les dynamiques économiques qui animent les investissements dans le domaine spatial sont progressivement en train d'inverser l'équilibre entre le secteur public et le secteur privé : les États et

les entreprises publiques sont graduellement remplacées par des acteurs privés, dont le potentiel d'innovation et d'investissement est tout à la fois convoité, exploité et redouté par les autorités publiques. Pour assurer la pérennité des investissements dans le domaine spatial, qui présente la particularité de requérir des sommes de départ particulièrement élevées afin de lancer une activité prenant place dans l'espace extra-atmosphérique, le droit des investissements va devoir se développer afin d'apporter aux investisseurs une stabilité juridique face aux risques politiques élevés inhérents à ce secteur stratégique pour les États.

Les questions qui se posent sont nombreuses. Comment sont protégées les activités des opérateurs privés opérant dans l'espace extra-atmosphérique contre les risques politiques ? De quels États ces risques sont-ils susceptibles d'émaner ? Quelles règles de droit, s'il y en a, protègent les investisseurs ? Ces règles sont-elles effectives ? Comment s'articulent les différentes sources de droit en la matière, entre droit international, droit régional, législations nationales et contrats entre États et investisseurs ? Quels rôles jouent les différentes branches du droit, entre droit privé, droit public, droits régionaux et droit international ? Comment s'articulent les différentes problématiques de la régulation des activités se déployant dans l'espace extra-atmosphérique : protection de l'environnement spatial, protection de la sécurité des activités spatiales et concept de patrimoine commun de l'Humanité ? Comment vont se régler les différends en matière d'investissements dans l'espace extra-atmosphérique ?

C'est à tous ces enjeux que la demi-journée des jeunes chercheurs de la SFDI propose de s'intéresser.

Informations pratiques :

Les propositions de contributions sont à envoyer au plus tard le **19 janvier 2020** à l'adresse : jeunes.chercheurs@sfdi.org.

D'une taille de deux pages maximum (Times New Roman, 12, interligne simple), elles doivent obligatoirement être envoyées au format word (.doc ou .docx) et être accompagnées d'un C.V. (la sélection est anonymisée). Les candidats doivent indiquer (C.V. ou en tête de leur contribution) leurs qualités et fonctions, ainsi que leur Université ou institution de recherche de rattachement de l'année en cours.

Il n'est possible de soumettre qu'une seule proposition pour l'un seulement des différents appels à contributions organisés par le Réseau des jeunes chercheurs en lien avec le colloque annuel de la SFDI 2020. Les propositions en langue anglaise sont acceptées ; mais les candidats sont néanmoins avertis qu'une bonne compréhension orale du français est exigée, l'essentiel des débats devant se dérouler dans cette langue.

L'appel à contributions est limité aux jeunes chercheurs, entendus comme les personnes préparant un doctorat en droit ou dans une autre discipline pertinente au regard du sujet, ainsi que les docteurs ayant soutenu depuis moins de trois ans et n'ayant pas encore obtenu un poste de Professeur ou de maître de conférences.

La sélection des contributions sera effectuée par la présidence de la demi-journée. Les candidats retenus seront informés par mail fin janvier.

Les textes des différentes contributions (hormis celles sélectionnées pour le colloque annuel) pourront faire l'objet d'une publication sur le site internet de la SFDI.

Le Bureau des jeunes chercheurs attire l'attention des candidats potentiels sur le fait qu'aucun financement (déplacement, restauration, hébergement) n'est normalement prévu. Il est donc indispensable que les candidats retenus recherchent un financement auprès de leurs écoles doctorales et centres de recherches spécifiques.

En espérant vous voir nombreux !

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour Internationale de Justice

Aucune activité à signaler pour les mois de septembre et octobre 2019.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

CIRDI

Latam Hydro LLC and CH Mamacocha S.R.L. v. Republic of Peru, [ICSID Case No. ARB/19/28](#)

- [Request for Arbitration](#), July 30, 2019 (disponible en Anglais)

Daniel W. Kappes and Kappes, Cassidy & Associates v. Republic of Guatemala, [ICSID Case No. ARB/18/43](#)

- [Preliminary Objections of Guatemala](#), August 16, 2019 (disponible en Anglais)

The Carlyle Group L.P. and others v. Kingdom of Morocco, [ICSID Case No. ARB/18/29](#)

- [Procedural Order No. 1](#), July 1, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 1 – Annex B](#), July 1, 2019 (disponible en Anglais)
- [Respondent's Request for Bifurcation](#), October 11, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 2](#), November 1, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 3](#), November 13, 2019 (disponible en Anglais)

Gran Colombia Gold Corp. v. Republic of Colombia, [ICSID Case No. ARB/18/23](#)

- [Procedural Order No. 1](#), June 24, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 2](#), July 11, 2019 (disponible en Anglais)

Bay View Group LLC and The Spalena Company LLC v. Republic of Rwanda, [ICSID Case No. ARB/18/21](#)

- [Procedural Order No. 2, June 28, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)
- [Claimant's Counter-Memorial on Preliminary Objections, August 16, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)
- [Procedural Order No. 3, August 28, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)

PACC Offshore Services Holdings Ltd v. United Mexican States, [ICSID Case No. UNCT/18/5](#)

- [Counter-Memorial](#), August 21, 2019 (disponible en Espagnol)
- [Counter-Memorial Errata](#), September 5, 2019 (disponible en Espagnol)

Alicia Grace and others v. United Mexican States, [ICSID Case No. UNCT/18/4](#)

- [Procedural Order No. 1](#), March 25, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Procedural Order No. 2](#), April 5, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Procedural Order No. 3](#), April 26, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Procedural Order No. 4](#), June 24, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Procedural Order No. 5](#), August 7, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Gramercy Funds Management LLC and Gramercy Peru Holdings LLC v. Republic of Peru, [ICSID Case No. UNCT/18/2](#)

- [United States of America Written Submission pursuant to Article 10.20.2 of the TPA](#), June, 21, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 9](#), July 20, 2019 (disponible en Anglais)

The Lopez-Goyne Family Trust and others v. Republic of Nicaragua, [ICSID Case No. ARB/17/44](#)

- [Procedural Order No. 1](#), August 6, 2019 (disponible en Anglais)

Magyar Farming Company Ltd, Kintyre Kft and Inicia Zrt v. Hungary, [ICSID Case No. ARB/17/27](#)

- [Award of the Tribunal](#), November 13, 2019 (disponible en Anglais)

CMC Muratori Cementisti CMC Di Ravenna SOC. Coop., CMC MuratoriCementisti CMC Di Ravenna SOC. Coop. A.R.L. Maputo Branch and CMC Africa, and CMC Africa Austral, LDA v. Republic of Mozambique, [ICSID Case No. ARB/17/23](#)

- [Procedural Order No. 6](#), April 12, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 7](#), April 18, 2019 (disponible en Anglais)
- [Award](#), October 24, 2019 (disponible en Anglais)

Carlos Rios and Francisco Javier Rios v. Republic of Chile, [ICSID Case No. ARB/17/16](#)

- [Claimants' Post-Hearing Brief](#), June 28, 2019 (disponible en Espagnol)
- [Respondents' Post-Hearing Brief](#), June 28, 2019 (disponible en Espagnol)
- [Claimants' Submission on Costs](#), July 29, 2019 (disponible en Espagnol)
- [Respondent's Submission on Costs](#), July 29, 2019 (disponible en Espagnol)
- [Procedural Order No. 10](#), October 9, 2019 (disponible en Espagnol)

Rockhopper Italia S.p.A., Rockhopper Mediterranean Ltd, and Rockhopper Exploration Plc v. Italian Republic, [ICSID Case No. ARB/17/14](#)

- [Decision on the Intra-EU Jurisdictional Objection](#), June 29, 2019 (disponible en Anglais)

Joshua Dean Nelson v. United Mexican States, [ICSID Case No. UNCT/17/1](#)

- Procedural Order No. 15, July 9, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Procedural Order No. 16, July 24, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Respondent's Memorial on Jurisdiction, June 13, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Claimant's Counter-Memorial on Jurisdiction, August 15, 201 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Respondent's Post-Hearing Brief, August 15, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Claimant's Post-Hearing Brief, August 15, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Eco Oro Minerals Corp. v. Republic of Colombia, [ICSID Case No. ARB/16/41](#)

- [Procedural Order No. 8](#), October 4, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 9](#), November 25, 2019 (disponible en Anglais)

Bridgestone Licensing Services, Inc. and Bridgestone Americas, Inc. v. Republic of Panama, [ICSID Case No. ARB/16/34](#)

- [Respondent's Rejoinder](#) (rédigé), June 17, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 11](#), June 28, 2019 (disponible en Anglais)

- [Procedural Order No. 12](#), July 11, 2019 (disponible en Anglais)
- [Claimants' Corrected Post-Hearing Brief](#), October 30, 2019 (disponible en Anglais)
- [Respondent's Corrected Post-Hearing Brief](#), October 30, 2019 (disponible en Anglais)

Italba Corporation v. Oriental Republic of Uruguay, [ICSID Case No. ARB/16/9](#)

- [Decision on the Proposal to Disqualify Mr. Gabriel Bottini](#), October 29, 2019 (disponible en Anglais)

Glencore International A.G. and C.I. Prodeco S.A. v. Republic of Colombia, [ICSID Case No. ARB/16/6](#)

- [Award](#), August 27, 2019 (disponible en Anglais)

B-Mex, LLC and others v. United Mexican States, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/16/3](#)

- Partial Award, July 19, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Procedural Order No. 8](#), October 2, 2019 (disponible en Anglais)

Standard Chartered Bank (Hong Kong) Limited v. United Republic of Tanzania, [ICSID Case No. ARB/15/41](#)

- [Award of the Tribunal](#), October 11, 2019 (disponible en Anglais)

Belenergia S.A. v. Italian Republic, [ICSID Case No. ARB/15/40](#)

- [Award](#), August 28, 2019 (disponible en Anglais)

SolEs Badajoz GmbH v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/15/38](#)

- [Award](#), July 31, 2019 (disponible en Anglais)

Gabriel Resources Ltd. and Gabriel Resources (Jersey) v. Romania, [ICSID Case No. ARB/15/31](#)

- [Respondent's Rejoinder](#), May 24, 2019 (disponible en Anglais)
- [Claimants' Surrejoinder on New Jurisdictional Objection](#), June 28, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 23](#), September 6, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 24](#), October 22, 2019 (disponible en Anglais)
- [Procedural Order No. 25](#), October 29, 2019 (disponible en Anglais)

Cube Infrastructure Fund SICAV and others v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/15/20](#)

- [Final Award](#), June 26, 2019 (disponible en Anglais)

Capital Financial Holdings Luxembourg S.A. v. Republic of Cameroon, [ICSID Case No. ARB/15/18](#)

- [Décision](#), 25 octobre, 2019 (disponible en Français)

9REN Holding S.a.r.l v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/15/15](#)

- [Claimant Complaint to the US District Court for the District of Columbia](#), June 25, 2019 (disponible en Anglais)

Lion Mexico Consolidated L.P. v. United Mexican States, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/15/2](#)

- [Submission of the United States of America, June 21, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)
- [Procedural Order No. 9](#), June 26, 2019 (disponible en Anglais)

United Utilities (Tallinn) B.V. and Aktsiaselts Tallinna Vesi v. Republic of Estonia, [ICSID Case No. ARB/14/24](#)

- [Award of the Tribunal](#), June 21, 2019 (disponible en Anglais)
- [Dissent of Sir David A.R. Williams KNZM, QC.](#), June 21, 2019 (disponible en Anglais)

Oded Besserglik v. Republic of Mozambique, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/14/2](#)

- [Award of the Tribunal](#), October 28, 2019 (disponible en Anglais)

Masdar Solar & Wind Cooperatief U.A. v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/14/1](#)

- [Memorandum Opinion of the US District Court for the District of Columbia](#), September 18, 2019 (disponible en Anglais)

Infrastructure Services Luxembourg S.à.r.l. and Energia Termosolar B.V. (formerly Antin Infrastructure Services Luxembourg S.à.r.l. and Antin Energia Termosolar B.V.) v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/13/31](#)

- [Order of the Federal Court of Australia](#), August 1, 2019 (disponible en Anglais)
- [Decision on the Continuation of the Provisional Stay of Enforcement of the Award](#), October 21, 2019 (disponible en Anglais)

Saint-Gobain Performance Plastics Europe v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB/12/13](#)

- [Opposition to Claimant Motion for Default Judgment](#), August 7, 2019 (disponible en Anglais)
- [Memorandum of Law in Opposition to Claimant Motion for Default Judgment and Motion to Vacate Default](#), August 7, 2019 (disponible en Anglais)

RSM Production Corporation v. Saint Lucia, [ICSID Case No. ARB/12/10](#)

- [Decision on Annulment](#), April 29, 2019 (disponible en Anglais)
- [Decision on Rectification](#), May 23, 2019 (disponible en Anglais)

Lao Holdings N.V. v. Lao People's Democratic Republic, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/12/6](#)

- [Award](#), August 6, 2019 (disponible en Anglais)

Tethyan Copper Company Pty Limited v. Islamic Republic of Pakistan, [ICSID Case No. ARB/12/1](#)

- [Award](#), July 12, 2019 (disponible en Anglais)
- [Petition to Enforce Arbitral Award](#), August 9, 2019 (disponible en Anglais)

OI European Group B.V. v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB/11/25](#)

- [Memorandum Opinion and Order of the US District Court for the District of Columbia](#), November 1, 2019 (disponible en Anglais)

Koch Minerals Sàrl and Koch Nitrogen International Sàrl v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB/11/19](#)

- [Claimants Response to Motion to Set Aside the Clerk Entry of Default and to Dismiss the Complaint for Lack of Personal Jurisdiction](#), August 16, 2019 (disponible en Anglais)

Crystallex International Corporation v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/11/2](#)

- [Opinion of the US Court of Appeals for the Third Circuit](#), July 29, 2019 (disponible en Anglais)

Perenco Ecuador Ltd. v. The Republic of Ecuador and Empresa Estatal Petróleos del Ecuador (Petroecuador), [ICSID Case No. ARB/08/6](#)

- Award, September 27, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- [Petition to Enforce Arbitral Award](#), October 1, 2019 (disponible en Anglais)
- [Respondent's Press Release](#), October 3, 2019 (disponible en Espagnol)

ConocoPhillips Petrozuata B.V., ConocoPhillips Hamaca B.V. and ConocoPhillips Gulf of Paria B.V. v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB/07/30](#)

- Award of the Tribunal, March 8, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))
- Decision on the Rectification of the Award, August 29, 2019 (disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Ioan Micula, Viorel Micula, S.C. European Food S.A, S.C. Starmill S.R.L. and S.C. Multipack S.R.L. v. Romania, [ICSID Case No. ARB/05/20](#)

- [Memorandum Opinion of the United States District Court for the District of Colombia](#), September 11, 2019 (disponible en Anglais)
- [Romania Civil Notice of Appeal](#), October 9, 2019 (disponible en Anglais)

Mobil Exploration and Development Inc. Suc. Argentina and Mobil Argentina S.A. v. Argentine Republic, [ICSID Case No. ARB/04/16](#)

- [Decision on Annulment](#), May 8, 2019 (disponible en Espagnol)

Victor Pey Casado and President Allende Foundation v. Republic of Chile, [ICSID Case No. ARB/98/2](#)

- [Claimants' Observations on Chile's Request for Clarification of the Decision of 15 March 2018](#), July 8, 2019 (disponible en Français)
- [Decision on the Request for Clarification regarding the Decision on the Stay of Enforcement of the Award](#), July 15, 2019 (disponible en Anglais et Français)

Autres décisions pertinentes

Jin Hae Seo v. Republic of Korea, [HKIAC Case No. HKIAC/18117](#)

- [Final Award](#), September 27, 2019 (disponible en Anglais)

Michael Ballantine and Lisa Ballantine v. The Dominican Republic, [PCA Case No. 2016-17](#)

- [Final Award](#), September 3, 2019 (disponible en Anglais et Espagnol)

Oxus Gold v. Republic of Uzbekistan, UNCITRAL

- [Arret du 14 Mai 2019](#) (rejet du recours en annulation de la sentence), Cour d'Appel de Paris (disponible en Français)
- [Memorandum Opinion](#) of the United States District Court for the District of Columbia, July 30, 2019 (disponible en Anglais)

I.C.W. Europe Investments Limited v. Czech Republic, [PCA Case No. 2014-22](#)

- [Award](#), May 15, 2019 (disponible en Anglais)

Photovoltaic Knopf Betriebs GMBH v. Czech Republic, [PCA Case No. 2014-21](#)

- [Award, May 15, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)

[Voltaic Network GmbH v. Czech Republic, PCA Case No. 2014-20](#)

- [Award, May 15, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)

[WA Investments Europa Nova Ltd. v. Czech Republic, PCA Case No. 2014-19](#)

- [Award, May 15, 2019 \(disponible en Anglais\)](#)

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

Septembre 2019

[Iovcev et autres c. République de Moldova et Russie, arrêt du 17 septembre 2019, req. n° 40942/14](#)

La Russie a violé le droit à l'instruction en « RMT »

Les requérants, ressortissants moldaves, sont élèves, parents d'élèves et membres du personnel des établissements scolaires de langues roumaine/moldave dans la « République moldave de Transnistrie » (« RMT »). Tandis que les écoles en question utilisent l'alphabet latin, la législation de la « RMT » prévoit l'écriture en moldave avec l'alphabet cyrillique. L'utilisation de l'alphabet latin peut être considérée comme une infraction. Invoquant plusieurs articles de la Convention, les requérants se plaignaient d'avoir fait l'objet de mesures d'harcèlement et d'intimidation en raison de leur choix relatif à l'instruction. En suivant la jurisprudence bien établie, le comité confirme l'exercice d'un contrôle effectif de la Russie sur la « RMT » et conclut à la violation de l'article 2 du Protocole n° 1 à la Convention ainsi que des articles 8 et 5 § 1 de la Convention. Il conclut à la non-violation de ces mêmes dispositions par la République de Moldova.

[Robert c. France, déc. du 26 septembre 2019, req. n° 1652/16](#)

Les articles 6 et 7 de la Convention ne s'appliquent pas à une demande substitution de peine

Le requérant, ressortissant français, fut condamné au Maroc à la réclusion criminelle à perpétuité. En 2012, le requérant fut transféré en France pour y poursuivre l'exécution de sa peine en application de la Convention franco-marocaine du 10 août 1981 sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées. Le requérant déposa une requête en adaptation de sa peine qui fut substituée à une peine de trente ans de réclusion criminelle. Le comité considère que les articles 7 et 6 de la Convention ne s'appliquent pas aux questions relatives à l'exécution d'une peine.

Octobre 2019

[Savran c. Danemark, arrêt du 1er octobre 2019, req. n° 57467/15](#)

L'expulsion en Turquie d'un délinquant atteint de maladie psychiatrique est contraire à la Convention. Le requérant, ressortissant turc et résidant danois, a été condamné pour des violences aggravées commises en réunion et ayant causé la mort de la victime. Ayant été placé dans un établissement accueillant des personnes lourdement handicapées sur le plan mental, le requérant a fait l'objet d'une décision d'expulsion. La Cour EDH conclut que le renvoi du requérant vers la Turquie emporterait violation de l'article 3 étant donné qu'il ne pourra pas recevoir les soins recommandés en Turquie et s'insérer dans la société.

[O.D. c. Bulgarie, arrêt du 10 octobre 2019, req. n° 34016/18](#)

L'expulsion du requérant en Syrie emporterait violation des articles 2 et 3 de la Convention. Le requérant, ressortissant syrien et résidant bulgare, était membre de l'armée syrienne. Ses demandes d'asile ayant été rejetées, les autorités bulgares ordonnent son expulsion en raison d'une menace à la sécurité nationale. En 2018, la Cour EDH a indiqué une mesure provisoire en vue de ne pas l'expulser. Au vu des risques individuels pour le requérant et la sécurité et la situation humanitaire en Syrie, la Cour EDH conclut que le renvoi du requérant constituerait une violation des articles 2 et 3 de la Convention. En outre, elle considère que le requérant n'a pas bénéficié d'une voie de recours effective au sens de l'article 13.

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Septembre 2019

La Cour interaméricaine a rendu deux arrêts et une ordonnance pour le mois de **septembre 2019**. Nous avons indiqué dans la dernière livraison de la Lettre que les décisions rendues par la Cour interaméricaine entre juin et août 2019 et publiées tardivement sur le site Internet de la Cour, figureraient dans la présente livraison. C'est la raison pour laquelle il convenait de mentionner ici l'arrêt *Álvarez Ramos c. Venezuela* rendu le 30 août 2019.

[Álvarez Ramos c. Venezuela](#), Exception préliminaire, fond, réparations et dépens, 30 août 2019, Série C n°380 (uniquement en espagnol) – (Liberté d'expression – Droits politiques – Garanties judiciaires – Liberté de déplacement et de résidence – Droit à la protection judiciaire)

[Gorigoitia c. Argentine](#), Exception préliminaire, fond, réparations et dépens, 2 septembre 2019, Série C n°382 (uniquement en espagnol) – (Garanties judiciaires – Protection judiciaire – Droit à un double degré de juridiction – Garantie des droits – Clause fédérale)

[Rico c. Argentine](#), Exception préliminaire et fond, 2 septembre 2019, Série C n°383 (uniquement en espagnol) – (Garanties judiciaires – Protection judiciaire – Principe de légalité – Droits politiques)

[« Massacres d'El Mozote et régions alentours » c. El Salvador](#), demande en indication de mesures conservatoires et surveillance de l'exécution de l'arrêt, 3 septembre 2019.

Cette ordonnance relative aux mesures provisoires doit être signalée, dans la mesure où il s'agit d'une des rares décisions dans lesquelles la Cour estime que des mesures conservatoires ordonnées précédemment ne sont plus pertinentes, compte tenu des faits portés à la connaissance de la Cour postérieurement à la précédente ordonnance du 28 mai 2019 (ordonnance rapportée dans cette Rubrique, pour la Lettre du mois de mai 2019). Rappelons brièvement ce dont il s'agissait : la Cour interaméricaine avait constaté un certain nombre de violations dans un premier arrêt du 22 octobre 2012 rendu contre le Salvador et, dans le cadre de son mandat de surveillance de l'exécution de ses arrêts, la Cour avait constaté qu'un projet de loi en cours d'adoption au Salvador, devant permettre les réformes que l'exécution de l'arrêt imposait, apparaissait lui-même incompatible avec la Convention américaine des droits de l'homme et d'autres obligations internationales de cet État, selon l'ordonnance rendue par le président de la Cour. À titre de mesure conservatoire, le président de la Cour avait donc ordonné le 28 mai 2019 que soit suspendu le processus d'adoption de cette loi au Salvador.

Par la suite, compte tenu des informations portées à la connaissance de la Cour interaméricaine sur le contenu réel du projet de loi et sur le contrôle de constitutionnalité et de conventionnalité dont celui-ci pourrait faire l'objet, la Cour estime que les mesures ordonnées le 28 mai 2019 ne s'imposent plus.

Octobre 2019

La Cour interaméricaine a rendu trois arrêts et quatre ordonnances pour le mois **d'octobre 2019**.

[Perrone et Preckel c. Argentine](#), Exceptions préliminaires, fond, réparations et dépens, 8 octobre 2019, Série C n°385 – (Droit aux garanties judiciaires – Protection judiciaire)

[Ruiz Fuentes et autre c. Guatemala](#), Exception préliminaire, fond, réparations et dépens, 10 octobre 2019, Série C n°384 – (Droit à la vie – Peine de mort – Droit à l'intégrité personnelle – Interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants – Droit aux garanties judiciaires – Protection judiciaire)

[Girón et autre c. Guatemala](#), Exception préliminaire, fond, réparations et dépens, 15 octobre 2019, Série C n°390 – (Droit à la vie – Peine de mort – Droit à l'intégrité personnelle – Droit aux garanties judiciaires)

[Question du complexe pénitentiaire de Pedrinhas \(Brésil\)](#), mesures provisoires, 14 octobre 2019 (uniquement en portugais) – (Droit à la vie – Droit à l'intégrité personnelle – Surpopulation carcérale)

[Membres du village Chichupac et communautés voisines de la municipalité de Rabinal, Molina Theissen et douze autres affaires \(Guatemala\)](#), mesures provisoires, 14 octobre 2019 (uniquement en espagnol)

Cette ordonnance a été prononcée dans le cadre du mandat dont dispose la Cour interaméricaine pour surveiller l'exécution de ses propres arrêts. Pour l'essentiel, la Cour ordonne au Guatemala de rendre effectives les mesures qu'il devait adopter pour garantir le droit à la vie et à l'intégrité personnelle des neuf requérants de l'affaire *Membres du village Chichupac et communautés voisines de la municipalité de Rabinal c. Guatemala* (30 novembre 2016, Série C n°328) et déclare que le Guatemala ne s'est pas conformé aux conclusions de cet arrêt, selon lesquelles il devait mettre fin à la procédure d'adoption d'un projet de loi visant à amnistier des personnes suspectées de violations des droits de l'homme commises pendant le conflit armé.

[Question de dix-sept personnes privées de liberté \(Nicaragua\)](#), mesures provisoires, 14 octobre 2019 (uniquement en espagnol)

Dans une précédente ordonnance du président de la Cour interaméricaine en date du 21 mai 2019, l'État nicaraguayen s'était vu ordonner d'adopter des mesures urgentes en ce qui concernait la santé, la vie et l'intégrité personnelle de dix-sept personnes détenues au Nicaragua et, fait notable, le président avait ordonné que soit organisée, à brève échéance, la visite par lui et/ou d'autres juges de

la Cour, des prisons dans lesquelles ces personnes étaient détenues. Dans l'ordonnance du 14 octobre 2019, la Cour interaméricaine considère que ces mesures sont devenues sans objet du fait de la libération des dix-sept personnes concernées, et lève donc les mesures provisoires ordonnées dans la précédente ordonnance.

[Question du centre nicaraguayen pour les droits de l'homme \(CENIDH\) et de la Commission permanente des droits de l'homme \(CPDH\) \(Nicaragua\)](#), mesures provisoires, 14 octobre 2019 (uniquement en espagnol) – (Droit à la vie – Droit à l'intégrité personnelle)

Dans cette ordonnance du 14 octobre, la Cour interaméricaine confirme en tous points l'ordonnance du président de la Cour du 12 juillet 2019 ([cette Lettre, n°40](#), p. 13) et ordonne de nouveau aux autorités nicaraguayennes de prendre toutes les mesures efficaces et immédiates pour protéger la vie et l'intégrité personnelle des membres des organisations de défense des droits de l'homme menacées (le CENIDH et la CDPH), d'assurer la poursuite de leurs travaux en faveur de la défense des droits de l'homme et que ceux-ci bénéficient de toute la protection nécessaire à cette fin, sans être entravés dans leur mission par des personnels de sécurité.

On rappellera que ces deux ordonnances n'ont pas été rendues dans le cadre d'une affaire contentieuse portée devant la Cour contre un État partie à la Convention américaine des droits de l'homme, mais qu'elles ont été sollicitées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, afin que soient imposées des mesures provisoires à la République du Nicaragua pour sauvegarder le droit à la vie et le droit à la sécurité des membres de deux organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme, le *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme) et la *Comisión Permanente de Derechos Humanos* (Commission permanente des droits de l'homme). La vie et la sécurité de ces derniers sont gravement mises en péril du fait d'un certain nombre de pressions et d'intimidations subies depuis les grandes manifestations de 2018 et la sévère répression qui s'en est suivie.

À la lumière des informations qui lui ont été communiquées, la Cour interaméricaine considère qu'aucune mesure suffisante n'a été prise par les autorités nicaraguayennes pour se conformer à l'ordonnance de juillet 2019 et empêcher les risques graves pour la vie et l'intégrité personnelle des membres de ces deux organisations. Elle ordonne donc les mêmes mesures provisoires au Nicaragua.

Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

Septembre 2019

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu sept décisions sur la période concernée : quatre arrêts et trois ordonnances. Ces décisions ont été rendues lors de la 54^{ème} session ordinaire de la Cour, qui s'est tenue au siège à Arusha (Tanzanie) du 2 au 27 **septembre 2019**.

[Shukrani Masegenya Mango et autres c. République unie de Tanzanie](#), fond et réparations, 26 septembre 2019 (req. n°008/2015) – (Épuisement des voies de recours internes – Droit au procès équitable).

[Godfred Anthony et Ifunda Kisite c. République unie de Tanzanie](#), compétence et recevabilité, 26 septembre 2019 (req. n°015/2015) – (Épuisement des voies de recours internes – Délai raisonnable de saisine de la Cour africaine).

[Benedicto Daniel Mallya c. République unie de Tanzanie](#), fond, 26 septembre 2019 (req. n°018/2015) – (Épuisement des voies de recours internes – Droit au procès équitable – Droit à la liberté et à la sécurité – Préjudice moral).

[Majid Goa alias Vedastus c. République unie de Tanzanie](#), fond et réparations, 26 septembre 2019 (req. n°025/2015) – (Compétence matérielle de la Cour - Épuisement des voies de recours internes – Droit au procès équitable – Droit à l'égalité devant la loi et à l'égale protection de la loi – Préjudice moral – Remise en liberté du requérant).

[Jean de Dieu Ndagijimana c. République unie de Tanzanie](#), ordonnance portant mesures provisoires, 26 septembre 2019 (req. n°024/2019).

Le requérant était initialement détenu dans les locaux de l'United Nations Defence Facility en Tanzanie, à la suite à sa mise en examen pour tentative de subornation de témoins dans une affaire pendante devant le Mécanisme résiduel des Tribunaux pénaux internationaux. Ayant demandé sa

remise en liberté le temps de l'instruction de l'affaire, soit au Rwanda, soit en Tanzanie, un juge unique du MRTIP lui accorda sa remise en liberté au Rwanda, mais pas sur le territoire tanzanien. Les autorités tanzaniennes, qui accueillent le centre de détention des personnes poursuivies par le MRTIP sur leur sol, refusèrent en outre qu'il soit remis en liberté en Tanzanie. Le requérant alléguait alors que le refus des autorités tanzaniennes de le remettre en liberté, en dépit de la décision en sa faveur rendue un juge du MRTIP, avait pour conséquence de rendre sa détention arbitraire, susceptible de provoquer un préjudice grave et irréparable. Cependant, la Cour ADHP, ayant constaté que le requérant avait été remis en liberté au Rwanda à la date où elle se prononçait sur sa demande de provisoire, considéra celle-ci sans objet.

Konaté Kalilou c. République de Côte d'Ivoire et Doumbia Ibrahim c. République de Côte d'Ivoire, ordonnance portant jonction des affaires, 26 septembre 2019 (req. n°036/2019 et n°037/2019).

Fea Charles c. République de Côte d'Ivoire, Badienne Moussa c. République de Côte d'Ivoire, Gueu Louapou Christian c. République de Côte d'Ivoire et Kpea Albert Damas c. République de Côte d'Ivoire, ordonnance portant jonction des affaires, 26 septembre 2019 (req. n°028/2019, n°030/2019, n°031/2019 et n°033/2019).

Octobre 2019

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples n'a rendu aucune décision en **octobre 2019**, ni arrêt ni ordonnance.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies*Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I*Septembre 2019

[A/RES/73/347](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes

[A/RES/73/346](#) : Multilinguisme

[A/RES/73/345](#) : Mémorial permanent et commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves

[A/RES/73/344](#) : Académie de l'homme pour la rencontre et le dialogue

[A/RES/73/343](#) : Lutte contre le trafic d'espèces sauvages

[A/RES/73/342](#) : Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail

[A/RES/73/341](#) : Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

[A/RES/73/340](#) : Portée, modalités, format et organisation de la réunion de haut niveau sur le vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

[A/RES/73/339](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des pays de langue portugaise

[A/RES/73/338](#) : 2021, Année internationale de la paix et de la confiance

[A/RES/73/337](#) : Consolider les acquis et intensifier l'action menée pour lutter contre le paludisme et l'éliminer dans les pays en développement, particulièrement en Afrique, à l'horizon 2030

[A/RES/73/336](#) : Application des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

[A/RES/73/335](#) : Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

[A/RES/74/5](#) : Proclamation de la Journée internationale de l'accès universel à l'information, le 28 septembre

Octobre 2019

[A/RES/74/4](#) : Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale

[A/RES/74/3](#) : Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits états insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits états insulaires en développement

[A/RES/74/2](#) : Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle "Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé"

[A/RES/74/1](#) : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : demandes présentées au titre de l'Article 19 de la Charte

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Septembre 2019

[S/RES/2490\(2019\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales

[S/RES/2489\(2019\)](#) : La situation en Afghanistan

[S/RES/2488\(2019\)](#) : La situation en République centrafricaine

[S/RES/2487\(2019\)](#) : Lettres identiques datées du 19 janvier 2016, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2016/53)

Octobre 2019

[S/RES/2486\(2019\)](#) : La situation en Libye

[S/RES/2495\(2019\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

[S/RES/2494\(2019\)](#) : La situation concernant le Sahara occidental

[S/RES/2493\(2019\)](#) : Les femmes et la paix et la sécurité

[S/RES/2492\(2019\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

[S/RES/2491\(2019\)](#) : Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Comités du Conseil de sécurité des NU relatifs à la lutte contre le terrorisme

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

13 septembre 2019 : [Publication par le CTED de leur Newsletter – Septembre 2019.](#)

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

10 septembre 2019 : Position du Comité sur les recommandations figurant dans le vingt-quatrième rapport de l'équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions, [S/2019/736](#).

11 octobre 2019 : Le Comité des sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida modifie une entrée dans sa liste de sanctions, [SC/13984](#).

Comité 1540 (armes de destruction massive)

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

Aucune activité à signaler.

Comité des travailleurs migrants

Avec la contribution d'Emilie Hetreau, doctorante à l'Université d'Angers

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille – 31^{ème} session (2 – 11 septembre 2019)

Toute la documentation liée à la session
https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=1294&Lang=fr.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Multipol

Septembre 2019

R.M. Toe, [Contributions et limites des juridictions pénales internationales au respect du droit au sein de la communauté internationale](#), 25 septembre 2019.

Octobre 2019

C. Maia, [ACTU : Création par l'ONU d'un groupe de haut niveau sur la question des déplacements](#), 27 octobre 2019.

Le Club des juristes

Septembre 2019

G. Giraudeau, [Cession de territoire en droit international : l'exemple du Groenland](#), 16 septembre 2019.

P. Kouraleva-Cazals, [Taxe GAFA : un projet d'accord entre la France et les États-Unis attendu avant la fin de l'année](#), 17 septembre 2019.

F. Martucci, [Nomination de Christine Lagarde à la BCE : entre continuité de Mario Draghi et dépoussiérage de l'Institution](#), 18 septembre 2019.

T. Burelli et A. Lillo, [Incendies en Amazonie : la responsabilité des Etats en question](#), 18 septembre 2019.

H. Gherari, [Israël : le souhait de Benyamin Netanyahu d'annexer la vallée du Jourdain menace le règlement du conflit israélo-palestinien](#), 18 septembre 2019.

Octobre 2019

M. Torre-Schaub, [Sommet ONU sur le Climat : la plainte déposée par Greta Thunberg, une alternative à l'inaction des Etats](#), 1^{er} octobre 2019.

S. Robert-Cuendet, [Subventions à Airbus et sanctions économiques américaines contre l'Europe : la régulation du marché mondial par l'OMC](#), 10 octobre 2019.

P. Kouraleva-Cazals, [Taxe Gafa : les défis de la nouvelle répartition des droits d'imposition entre les États](#), 25 octobre 2019.

A. Antoine, [Report du Brexit : les prochaines législatives seront déterminantes](#), 30 octobre 2019.

Blogs de langue anglaise

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

Septembre 2019

M. Schack, [Did the US Stay "Well Below the Threshold of War" With its June Cyberattack on Iran?](#), 2 septembre 2019.

D. Testa, [Comments on Coastal and Flag State Jurisdiction in the M/T "San Padre Pio" Dispute](#), 3 septembre 2019.

Y. Beer, [Hospital Targeting: A Remedy is Required, Not Counter-Effective Wishful Thinking](#), 5 septembre 2019.

D. Keane, [CERD Reaches Historic Decisions in Inter-State Communications](#), 6 septembre 2019.

M. Guest, [Announcements: UN Audiovisual Library of International Law; LEES Doctoral Programme in International and Public Law, Ethics and Economics for Sustainable Development; Transnational Legal Theory Workshop](#), 8 septembre 2019.

G. Reeh, [Human Rights and the Environment: The UN Human Rights Committee Affirms the Duty to Protect](#), 9 septembre 2019.

G. Goodwin-Gill, [Statelessness is back \(not that it ever went away...\)](#), 12 septembre 2019.

M. Brodney et M. Regué, [Five Procedural Takeaways from the ICC's 18 July 2019 Lubanga Second Reparations Judgment](#), 13 septembre 2019.

M. Guest, [Announcements: CFP Revista Tribuna Internacional Law Journal; CFP The Military Law and the Law of War Review; CFP Establishing a World Court, 1920-1922; CFP ESIL Research Forum of the European Society of International Law; Hamburg Young Scholars' Workshop in International Law](#), 15 septembre 2019.

D. Desierto, [Announcing our Second EJIL Symposium June 2020: Call for Papers on Inequality and International Law](#), 16 septembre 2019.

M. Ellen O'Connell, [Drone Attacks on Saudi Aramco Oil Installations](#), 17 septembre 2019.

B. Çali, [Qatar's Reservations to the ICCPR: Anything new under the VCLT Sun?](#), 19 septembre 2019.

A. Roberts et T. St. John, [UNCITRAL and ISDS Reforms: Agenda-Widening and Paradigm-Shifting](#), 20 septembre 2019.

- M. Guest, [Announcements: Guidelines on Investigating Violations of International Humanitarian Law – Law, Policy, and Good Practice; UN Audiovisual Library of International Law; CfP Glasginburgh \(Glasgow-Edinburgh\); CfA Yearbook of International Disaster Law](#), 22 septembre 2019.
- M. Milanovic, [Does the European Court of Human Rights Have to Decide on Sovereignty over Crimea? Part I: Jurisdiction in Article 1 ECHR](#), 23 septembre 2019.
- M. Milanovic, [Does the European Court of Human Rights Have to Decide on Sovereignty over Crimea? Part II: Issues Lurking on the Merits](#), 24 septembre 2019.
- S. Burra, [Was there the Third World in Geneva in 1949?](#), 26 septembre 2019.
- M. Guest, [Announcements: CfS Cyber Law Toolkit; UN Audiovisual Library of International Law; Socially Responsible Foreign Investment Conference](#), 29 septembre 2019.
- M. Schmitt, [France Speaks Out on IHL and Cyber Operations: Part I](#), 30 septembre 2019.

Octobre 2019

- M. Schmitt, [France Speaks Out on IHL and Cyber Operations: Part II](#), 1 octobre 2019.
- B. Nussberger, [“Sustainable Self-Defense”? How the German Government justifies continuing its fight against ISIL in Syria](#), 2 octobre 2019.
- N. Mansouri, [International Civil Servants and Their Unexplored Role in International Law](#), 3 octobre 2019.
- G. Stafford, [The Implementation of Judgments of the European Court of Human Rights: Worse Than You Think – Part 1: Grade Inflation](#), 7 octobre 2019.
- G. Stafford, [The Implementation of Judgments of the European Court of Human Rights: Worse Than You Think – Part 2: The Hole in the Roof](#), 8 octobre 2019.
- D. Desierto, [Human Rights Regulation in the Tech Sector? The European Court of Justice’s Facebook Decision and California’s AB5 Gig Economy Bill](#), 8 octobre 2019.
- C. Kreß, [A Collective Failure to Prevent Turkey’s Operation ‘Peace Spring’ and NATO’s Silence on International Law](#), 14 octobre 2019.
- F. Baetens, [Abuse of Process and Abuse of Rights Before the ICJ: Ever More Popular, Ever Less Successful?](#), 15 octobre 2019.
- H. Woolaver, [Could International Law Stop a No-Deal Brexit?](#), 16 octobre 2019.
- Shane Darcy, [The Human Cost of Using Informers in Conflict and the Ambivalence of International Law](#), 17 octobre 2019.
- A. Ahmad Haque, [Turkey, Aggression, and the Right to Life Under the ECHR](#), 21 octobre 2019.

- P. Kilibarda, [Turkey, Aggression, and the Right to Life Under the ECHR: A Reaction to Professor Haque's Post](#), 22 octobre 2019.
- A. Roberts et T. St. John, [UNCITRAL and ISDS Reform: In Sickness and In Health](#), 23 octobre 2019.
- A. Roberts et T. St. John, [UNCITRAL and ISDS Reform: Visualising a Flexible Framework](#), 24 octobre 2019.
- F. Billing, [The ECtHR on Disembarkation of Rescued Refugees and Migrants at Greek Hotspots](#), 25 octobre 2019.
- B. Çali, [Turkey's Military Operation in Syria: A Freedom of Expression Perspective](#), 28 octobre 2019.
- M. C. Herrera, [Is the UN Violating International Labour Standards?](#), 29 octobre 2019.
- G. Bogush and A. Padskocimaite, [Case Closed, but what about the Execution of the Judgment? The closure of Anchugov and Gladkov v. Russia](#), 30 octobre 2019.

*Opinio Juris**Septembre 2019*

- T. Carney, [What Happens Next? Looking Into Enforcement Solutions Over Hungary's Human Rights Abuses](#), 3 septembre 2019.
- A. Mudukuti, [Burundi "A General Climate of Impunity" – the Latest UN Commission of Inquiry on Burundi Report](#), 9 septembre 2019.
- M. Fitzgerald, [Libya and International Justice Symposium: Justice Delayed, A Promise Betrayed?](#), 9 septembre 2019.
- K. J. Heller, [Switzerland Proposes the War Crime of Starvation in NIAC](#), 9 septembre 2019.
- K. Vigneswaran et V. Todeschini, [Libya and International Justice Symposium: The Quest for Accountability in Libya—A Pressing but Neglected Concern](#), 11 septembre 2019.
- H. Salah, [Libya and International Justice Symposium: Justice, Delayed](#), 11 septembre 2019.
- M. Mohamed, [Libya and International Justice Symposium: The EU is Also Responsible for the Death of Migrants and Refugees in Libya](#), 12 septembre 2019.
- J. Smith and K. Salem, [Libya and International Justice Symposium: Impunity Begets Impunity](#), 13 septembre 2019.
- J. Dorsey, [Symposium on Tilman Rodenhäuser's Organizing Rebellion](#), 16 septembre 2019.
- T. Rodenhäuser, [Organizing Rebellion Symposium: Four Points to Conceptualize Armed Groups under International Law](#), 16 septembre 2019.

- K. Fortin, [Organizing Rebellion Symposium: A Multi-Faceted Study of Armed Groups and International Law](#), 17 septembre 2019.
- J. Dorsey, [Organizing Rebellion Symposium: Translating the Organization Requirement into the Operational Context](#), 17 septembre 2019.
- K. J. Heller, [A Few Thoughts on the Afghanistan Appeal Authorization](#), 18 septembre 2019.
- E. Heffes, [Organizing Rebellion Symposium: Non-State Armed Groups' Organizational Structures—Some Thoughts and Inquiries](#), 18 septembre 2019.
- M. O'Brien, [Organizing Rebellion Symposium: The Second-Fiddle Perpetrators—Non-State Génocidaires](#), 19 septembre 2019.
- J. Dorsey, [Organizing Rebellion Symposium: Crimes Against Humanity Committed by Non-State Actors. How Much 'Organizing' Do They Require?](#), 19 septembre 2019.
- S. Ashraph, [Organizing Rebellion Symposium: Who Can Commit Genocide? A Discerning Analysis of Non-State Entities as Perpetrators](#), 20 septembre 2019.
- J. Dorsey, [Organizing Rebellion Symposium: Context or Abstract? A Victim-Centric Approach to Understanding Key Elements of Crimes Against Humanity](#), 20 septembre 2019.
- T. Rodenhauser, [Organizing Rebellion Symposium: Organizing Responses – A \(Partial\) Reply to the Blog Symposium](#), 23 septembre 2019.
- T. Carney, [The Legal Issues Regarding Drilling Off the Northeast Coast of Cyprus](#), 23 septembre 2019.
- P. Roguski, [France's Declaration on International Law in Cyberspace: The Law of Peacetime Cyber Operations, Part I](#), 24 septembre 2019.
- P. Roguski, [France's Declaration on International Law in Cyberspace: The Law of Peacetime Cyber Operations, Part II](#), 24 septembre 2019.
- A. Mudukuti, [From Immunities to the Afghanistan Decision – Talking International Criminal Justice with Stephen Rapp](#), 25 septembre 2019.

Octobre 2019

- K. J. Heller, [An Interesting Jurisdictional Theory in the Khashoggi Case](#), 2 octobre 2019.
- O. Ammann, [On the Interpretability of Customary International Law: A Response to Nina Mileva and Marina Fortuna](#), 7 octobre 2019.
- M. George, [Prospects for a Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Humanity](#), 8 octobre 2019.
- K. J. Heller, [Islamic State Is Not a State](#), 9 octobre 2019.

- J. Heieck, [Et tu, Brute? – Trump’s Betrayal of the Kurds and Failure to Prevent their Impending Genocide](#), 13 octobre 2019.
- V. Todeschini, [Turkey’s Operation “Peace Spring” and International Law](#), 21 octobre 2019.
- R. Janik, [Research Services of German Bundestag Rejects Turkey’s Syria Invasion: Illegal, but Who Cares?](#), 23 octobre 2019.
- N. Zambrana-Tevar, [Catalan Separatists Convicted for Sedition: Vindication for German Courts and Dual Criminality?](#), 24 octobre 2019.
- N. Carrillo-Santarelli, [The Strategic Use of Advisory Opinion Requests in Colombian-Venezuela Bilateral Relations](#), 25 octobre 2019.
- J. Bracka, [Third Time Lucky? ICC Appeals Chamber Directs Prosecutor to Consider Mavi Marmara Incident for a Third Time](#), 29 octobre 2019.

AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law

*Septembre 2019**Symposium : A Focus on Ethics in International Courts and Tribunals*

- J. L. Dunoff, C. Giorgetti, [Introduction to the Symposium : A Focus on Ethics in International Courts and Tribunals](#), 16 septembre 2019
- J. R. Crook, [Dual Hats and Arbitrator Diversity : Goals in Tension](#), 16 septembre 2019
- J. Levine, [Ethical Dimensions of Arbitrator Regisnations](#), 16 septembre 2019
- E. Cima, M. M. Mbengue, [Ethical Conduct in International Criminal Courts : Whose Ethics ?](#), 16 septembre 2019
- K. Parlett, A. Sander, [Into the Void : A Counsel Perspective on the Need to Re-Articulate Ruls Concerning Disclosure Before the ICJ](#), 16 septembre 2019
- H. Ruiz Fabri, [Conflicts of Interest : Navigating in the Fog](#), 16 septembre 2019
- J. L. Dunoff, C. Giorgetti, [Ex Pluribus Unum ? On The Form and Shape of a Common Code of Ethics in International Litigation](#), 16 septembre 2019

*Octobre 2019**Symposium on New Directions in Anticorruption Law*

R. Brewster, A. Huneus, [Introduction to the Symposium on New Directions in Anticorruption Law](#), 14 octobre 2019

G. Jorge, [The Impact of Corporate Liability on Corruption in Latin America](#), 14 octobre 2019

M. R. Sanchez-Badin, A. Sanchez-Badin, [Anticorruption in Brazil : From Transnational Legal Order to Disorder](#), 14 octobre 2019

J. Reyes, [State Capture through Corruption : Can Human Rights Help ?](#), 14 octobre 2019

J. Thuong Gathii, [Recharacterizing Corruption to Encompass Illicit Financial Flows](#), 14 octobre 2019

L. A. Low, [Dealing with Allegations of Corruption in International Arbitration](#), 14 octobre 2019

E. M. Hafner-Burton, C. J. Schneider, [Donor Rules or Donors Rule ? International Institutions and Political Corruption](#), 14 octobre 2019

ASIL Insights - American Society of International Law

D. S. Rist, [Implementing the Genocide Convention at the National Level : The Elie Wiesel Genocide and Atrocity Prevention Act 2018](#), 9 octobre 2019

S. Sakran, [Observations on Palestine's Inter-State Communication Against Israel Under the CERD](#), 16 octobre 2019

T. Rodenhäuser, [Organizing Rebellion Symposium : Four Points to Conceptualize Armed Groups under International Law](#), 16 septembre 2019

M. Sassoli, [Organizing Rebellion Symposium : Sex and Crime](#), 16 septembre 2019

K. Fortin, [Organizing Rebellion Symposium : a Multi-Faceted Study of Armed Groups and International Law](#), 17 septembre 2019

L. Blank, [Organizing Rebellion Symposium : Translating the Organization Requirement into the Operational Context](#), 17 septembre 2019

S. Jackson, [News Roundup / 9 – 15 september 2019](#), 17 septembre 2019

E. Heffes, [Organizing Rebellion Symposium : Non-State Armed Groups' Organizational Structures – Some Thoughts and Inquiries](#), 18 septembre 2019

D. Murray, [Organizing Rebellion Symposium : Overcomplicating organisation ? Is there really a distinction between the IHL and IHL organisation threshold ?](#), 18 septembre 2019

K. Fortin, [Organizing Rebellion Symposium : The Second-Fiddle Perpetrators – Non-State Genocidaires](#), 19 septembre 2019

M. Holvoet, [Organizing Rebellion Symposium : Crimes Against Humanity Committed by Non-State Actors. How Much « Organizing » Do They Require ?](#), 19 septembre 2019

K. Fortin, [Organizing Rebellion Symposium : Who Can Commit Genocide ? A Discerning Analysis of Non-State Entities as Perpetrators](#), 20 septembre 2019

A. Babington-Ashaye, [Organizing Rebellion Symposium : Context or Abstract ? A victim-centric approach to understanding key elements of crimes against humanity](#), 20 septembre 2019

T. Rodenhaeuser, [Organizing Responses – a \(partial\) reply to the blog symposium](#), 23 septembre 2019

S. Jackson, [News Roundup / 16 September – 22 September](#), 23 September 2019

S. Jackson, [News Roundup / 23rd September – 6th October](#), 8 octobre 2019

S. Jackson, [News Roundup / 7 – 13 October](#), 14 octobre 2019

S. Darcy, [Countering Internal Threats : Armed Groups and International Law](#), 21 octobre 2019

S. Jackson, [News Roundup / 13 – 20 October](#), 21 octobre 2019

Pour des raisons liées au renouvellement des contributeurs de la Lettre, nous n'avons pas pu être en mesure de répertorier l'intégralité des blogs anglais pour les mois de septembre et d'octobre 2019. Nous reprendrons la rubrique dans son intégralité à partir du mois de novembre 2019.

Dans l'intervalle, nous vous dressons ci-après la liste des blogs présentant des parutions intéressant le droit international pour les mois de septembre et octobre 2019 :

[ASIL Insights - American Society of International Law](#)

[Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary](#)

[DCU Brexit Institute](#)

[ECHR BLOG](#)

[Embassy Law – Blog](#)

[EU Immigration and Asylum Law and Policy](#)

[EU Law Analysis](#)

[EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law](#)

[Humanitarian LAW & POLICY](#)

[International Law Blog](#)

[International Law in Switzerland](#)

[International Water Law Project Blog](#)

[International Law Studies](#)

[IntLawGrrls](#)

[Kluwer Arbitration Blog](#)

[LAWFARE](#)

[Leiden law blog](#)

[North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation – Blog](#)

[MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law](#)

[MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law](#)

[QIL: Questions of International Law, Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale](#)

[RefLAW - a project of the University of Michigan Law School](#)

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

[Spreading the Jam](#)

[Strasbourg Observers](#)

[The LAW OF NATIONS](#)

[Verfassungsblog](#)

[Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen](#)

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d' d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Álvaro Paúl Díaz, [Nuevos casos contre ecuador y peru](#), 18 septembre 2019.

Álvaro Paúl Díaz, « [Nuevos casos contre El Salvador y Nicaragua](#) », 18 octobre 2019.